

INTERVIEW

“LA MINUSCA A UN MANDAT POUR SOUTENIR LES ELECTIONS”  
(Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du SG de l’ONU)



MINUSCA

# FOCUS

BULLETIN D'INFORMATION DE LA MINUSCA | #17 | AOÛT 2020



ÉLECTIONS 2020-2021

TENIR LES DELAIS  
MALGRE LES DEFIS



MINUSCA



UN\_CAR



UNMINUSCA



UNMINUSCA



UN\_MINUSCA



MINUSCA.UNMISSIONS.ORG

# SOMMAIRE

- 3** **ÉDITORIAL : CAP SUR DES ÉLECTIONS PACIFIQUES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**
- 4** **ONU**  
**ÉLECTIONS EN RCA : GUTERRES SOULIGNE LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE TOUS LES ACTEURS**
- 7** **LES BONS OFFICES POUR SOUTENIR L'INCLUSIVITÉ DU PROCESSUS ÉLECTORAL**
- 8** **INTERVIEW : « LA MINUSCA A UN MANDAT POUR SOUTENIR LES ÉLECTIONS » (DENISE BROWN, REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ADJOINTE DU SG DE L'ONU)**
- 11** **LES ENJEUX DES PROCHAINES ÉLECTIONS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**
- 14** **PARTIE NATIONALE**  
**« NOUS TRAVAILLONS AFIN QUE NOS DÉLAIS TECHNIQUES SOIENT CONTENUS DANS LES DÉLAIS CONSTITUTIONNELS », DIT LA PRÉSIDENTE DE L'ANE**
- 15** **LE PROCESSUS ÉLECTORAL AVANCE BIEN DANS LES 66 CENTRE D'ENRÔLEMENT DE LA HAUTE-KOTTO**
- 16** **CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNÉES : LA MINUSCA SALUE LE TRAVAIL ACCOMPLI**
- 17** **KAGA-BANDORO : L'AUTORITÉ SOUS-PRÉFECTORALE DES ÉLECTIONS (ASPE) A DÉSORMAIS SON SIÈGE**
- 18** **SÉCURISATION DU PROCESSUS ÉLECTORAL**  
**ÉCHANGES SUR LE PLAN DE SÉCURISATION DES PROCHAINES ÉLECTIONS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**
- 19** **FSI : ANTICIPER LES DÉFIS DE SÉCURISATION DES CENTRES ET BUREAUX DE VOTE**
- 20** **SÉCURISATION DES ÉLECTIONS: LES ÉQUIPES PARÉES À TOUTE ÉVENTUALITÉ**
- 21** **APPUI LOGISTIQUE ET TECHNIQUE**  
**AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ET DU CONSEIL NATIONAL DE MÉDIATION**
- 22** **BANGASSOU : FORMATION DES MEMBRES DE L'ANE ET DES AGENTS RECENSEURS**
- 22** **FEMMES ET ELECTIONS**  
**ENCOURAGER LES FEMMES À PRENDRE UNE PART ACTIVE AU PROCESSUS ÉLECTORAL**
- 23** **LES LEADERS DE BIMBO5 SENSIBILISÉS SUR L'IMPORTANCE DES CANDIDATURES FÉMININES AUX ÉLECTIONS**
- 24** **ÉLECTIONS ET COVID-19**

## ÉDITORIAL

Par Charles Antoine Bambara

# CAP SUR DES ÉLECTIONS PACIFIQUES EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**A**ider les autorités de la République centrafricaine à organiser des élections présidentielle, législatives et locales libres, paisibles, transparentes et inclusives en 2020 et 2021 en leur fournissant un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale internationale, mais aussi en leur offrant ses bons offices, (...) telle se résume la mission électorale de la MINUSCA, conformément au mandat que lui a confié le Conseil de sécurité, aux côtés d'autres partenaires nationaux et internationaux de la RCA.

Bien de chemins ont été parcourus. Des progrès enregistrés. Mais organiser des élections en République centrafricaine est une gageure, un vrai défi logistique si l'on tient compte du contexte particulier de ce pays marqué, entre autres, par la quasi-inexistence d'infrastructures routières dans un pays vaste de 623 000 km<sup>2</sup> parsemé de groupes armés, dont certains très actifs.

Pour pallier le mauvais état des routes et des ponts, la MINUSCA s'est résolue à transporter, par voie aérienne, près de 120 tonnes de matériels électoraux, essentiellement des tablettes numériques et accessoires, des isoairs et autres kits électoraux, mais aussi quelque 400 agents électoraux déployés dans cinq préfectures, y compris à destination de zones difficiles d'accès. Plus de 50 vols spéciaux ont été nécessaires pour cet exercice. Des activités opérationnelles, logistiques et techniques qui sont

menées en étroite coordination avec l'Autorité Nationale des Élections (ANE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Cependant, à certains endroits comme dans les préfectures d'Ouham-Pendé, de Nana-Mambéré et de la Ouaka, l'insécurité causée respectivement par certains groupes armés dont Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) et l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC), a perturbé le processus de recensement. 17 groupes armés occuperaient certaines parties du territoire national avec une population d'environ 5 millions d'habitants.



La mise en œuvre du plan de sécurisation intégrée des élections, élaboré conjointement par le gouvernement et la MINUSCA, est plus que jamais de mise, et s'intègre parfaitement au mandat lequel l'autorise à recourir, si nécessaire, à la force, entre autres moyens mis à sa disposition par le Conseil de sécurité.

Ainsi, dans le strict respect de son mandat et en étroite coordination avec l'ANE et les forces de défense et de sécurité nationale, la Mission a-t-elle pris des dispositions nécessaires pour optimiser la sécurisation des agents recenseurs dans les zones où l'enrôlement n'a pas pu avoir lieu, pour que les 71 centres d'inscription concernés soient ouverts. Une stratégie de sécurisation des élections et d'atténuation des facteurs de risques dans laquelle la Police et la Gendarmerie centrafricaines sont des acteurs de premier plan.

La participation des femmes est un autre défi. Et pour cause, près de 50,02% de femmes sont sous

représentées dans les sphères de décisions (12% de femmes dans la présente législature). Aussi, plusieurs initiatives sont-elles prises par divers partenaires de la RCA pour un renforcement du rôle de la femme dans les instances de prise de décision et une plus forte participation des femmes dans le processus électoral.

Au nombre des tâches prioritaires contenues dans le mandat de la MINUSCA figurent les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies. A cet effet, Mankeur Ndiaye, Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine (RCA) et Chef de la MINUSCA, a des échanges réguliers avec le Chef de l'État, la mouvance présidentielle, les parties politiques de l'opposition, la société civile, les élus du peuple, la présidente de l'ANE et autres acteurs, pour un processus consensuel et apaisé. Des initiatives qui contribueront certainement à créer un environnement favorable autour du processus électoral.

Avec la publication de la liste électorale le 14 octobre, suivi de la convocation du corps électoral le 28 octobre, un fichier électoral de 1 859 890 électeurs centrafricains des 16 préfectures du pays et de

la diaspora présents dans 13 pays, la Centrafrique poursuit sa marche inéluctable vers la tenue des élections.

Un processus dont le succès requiert l'engagement de toutes les parties prenantes et le respect des institutions, notamment l'Autorité Nationale des Elections et la Cour Constitutionnelle, juge des élections. Le succès interpelle aussi, et dans une grande mesure, les leaders d'opinion afin qu'ils jouent leur partition dans la matérialisation du climat apaisé, tant souhaité par tous. C'est le lieu de plaider tout particulièrement en faveur de la cessation des campagnes de désinformation, des messages de haine ou d'incitation à la violence qui ont l'art de miner les acquis âprement réalisés dans la stabilisation progressive du pays et la consolidation de la paix.

Pour ce qui la concerne, et de manière concertée et coordonnée avec toute la communauté internationale, la MINUSCA est déterminée à faciliter la tenue des trois importants scrutins et de contribuer à un environnement propice au bon déroulement des élections. Une détermination nourrie par la volonté renouvelée du Conseil de sécurité d'accompagner la République centrafricaine dans ces étapes importantes.

**ONU**

## **ÉLECTIONS EN RCA GUTERRES SOULIGNE LA RESPONSABILITÉ HISTORIQUE DE TOUS LES ACTEURS**

*Le chef de l'ONU a souligné, le 1<sup>er</sup> octobre 2020, la « responsabilité historique » des Centrafricains à mener à bien les élections et appelé la communauté internationale à poursuivre son appui aux différents scrutins, notamment sur le plan financier.*



**L**a République centrafricaine (RCA) doit organiser le 27 décembre des élections présidentielle et législatives. Des élections locales doivent également se tenir en 2021.

« La période à venir sera décisive pour le pays », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, lors d'une réunion de haut-niveau sur la RCA. « Les élections présidentielle, législatives et locales représentent une opportunité unique pour la réconciliation nationale et la consolidation de la paix ainsi que de l'ordre constitutionnel et des acquis démocratiques du pays », a-t-il ajouté.

Pour le Secrétaire général, ces élections constituent également une étape cruciale pour la continuité du processus politique entamé le 6 février 2019 avec la signature par le gouvernement centrafricain et plusieurs groupes armés d'un Accord politique pour la paix et la réconciliation : « seul cadre viable pour une paix durable dans le pays ».

M. Guterres a salué le soutien apporté par certains groupes armés à son appel au cessez-le-feu, qu'il a réitéré la semaine dernière à l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies. « J'espère que l'engagement à cet égard de la part des principaux groupes armés en RCA contribuera à consolider les acquis de l'Accord de paix », a-t-il dit.

Le chef de l'ONU estime que les autorités centrafricaines ainsi que toutes les parties prenantes nationales ont « une responsabilité historique dans le bon déroulement de ces élections », rappelant qu'elles doivent être libres, transparentes, sécurisées, inclusives et dans les délais constitutionnels. Il a appelé toutes les parties prenantes centrafricaines à privilégier le dialogue national et la recherche de consensus, dans un esprit de respect et de tolérance entre les différentes ethnies et religions.

« Le peuple centrafricain dans toutes ses composantes, et notamment les femmes, les jeunes, les déplacés et réfugiés, doit être au cœur des efforts de consolidation de la démocratie et par conséquent de ce processus électoral », a ajouté le Secrétaire général, précisant que l'ensemble des Centrafricains, y compris ceux qui sont réfugiés dans les pays voisins, doivent bénéficier des retombées positives des efforts de paix et de démocratie.

Il a également appelé la communauté internationale à rester mobilisée pour soutenir ce processus électoral de manière coordonnée avec un appui technique mais aussi financier, l'organisation des élections souffrant d'un déficit budgétaire.

### **ACCORD POLITIQUE : DES PROGRÈS MAIS TOUJOURS DE NOMBREUSES VIOLATIONS**

M. Guterres a salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord politique en RCA, notamment en matière de réformes législatives, dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR), ainsi que dans l'extension de l'autorité de l'État à travers le pays. « Il est important de poursuivre et de consolider ces efforts avec l'ensemble des protagonistes », a-t-il dit.

Malgré la pandémie de Covid-19, les mécanismes de mise en œuvre de l'accord ont permis un « dialogue constructif » entre le gouvernement centrafricain, les groupes armés, les partis politiques et les représentants de la société civile. La situation sécuritaire s'est également améliorée dans certaines zones du pays, grâce à l'engagement politique et constant de la mission des Nations Unies en RCA (MINUSCA) en soutien des efforts des autorités centrafricaines.

Mais le chef de l'ONU demeure préoccupé par le nombre important de violations des droits hu-

mans et de l'Accord, insistant sur le fait que les engagements pris par tous les signataires doivent être respectés. Il a fermement condamné toutes les attaques ciblant les civils, les travailleurs humanitaires et les casques bleus.

« Ces attaques, qui peuvent constituer des crimes de guerre, doivent immédiatement cesser, et j'appelle les autorités à redoubler d'efforts pour traduire leurs auteurs en justice et garantir la protection des civils et renforcer les mesures pour répondre à la violence dirigée contre les femmes », a-t-il dit.

### **SUBVENIR AUX BESOINS HUMANITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT DES CENTRAFRICAINS**

Le respect de l'accord politique est crucial mais ne suffira pas pour établir une paix durable en RCA. Le chef de l'ONU a insisté sur la nécessité d'obtenir « de réelles avancées en matière de développement ». Les besoins humanitaires se sont accentués en raison de la pandémie et n'ont pas permis de progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

« Les dividendes de la paix doivent profiter à tous les Centrafricains, notamment les plus vulnérables et ceux qui sont historiquement marginalisés », a souligné M. Guterres, précisant que des avancées en matière de développement permettront de réduire les besoins humanitaires.

« Malheureusement, et comme les années précédentes, la communauté humanitaire a reçu moins de la moitié des fonds nécessaires pour subvenir aux besoins des 2,6 millions de Centrafricains en situation précaire », a-t-il déploré.

Le Secrétaire général a appelé les pays donateurs à renforcer « de manière significative » leur coopération avec la République centrafricaine dans les domaines économique et humanitaire. ■



# LES BONS OFFICES POUR SOUTENIR L'INCLUSIVITÉ DU PROCESSUS ÉLECTORAL

*Au nombre des tâches prioritaires contenues dans le mandat de la MINUSCA figurent les bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies.*



**C**œuvrer à une inclusivité plus grande des partis politiques, de la société civile, des jeunes, des organisations religieuses. C'est ce qu'indique, entre autres, la feuille de route de la MINUSCA conduite par Mankeur Ndiaye, qui précise également le rôle de la Mission pour les échéances électorales de 2020 et 2021. Ce dernier se décline en un appui en matière de sécurité, un soutien opérationnel, logistique et technique ainsi que la coordination de l'assistance électorale.

C'est dans ce contexte que le chef de la MINUSCA rencontre sur une base régulière les différentes parties au processus électoral, du Chef de l'Etat à la société civile, en passant par les partis politiques ou les élus du peuple. Au cours de ces rencontres qui se veulent de francs moments d'échanges, le Représentant spécial s'imprègne des réalités du terrain, mais aussi, communique les actions entreprises par la MINUSCA pour faire du scrutin à venir une réussite. Au menu des discussions, des sujets aussi variés que la promulgation de la loi organique portant composition, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), le dialogue entre tous les acteurs politiques, la dimension Genre, l'inclusivité du processus, l'insécurité, le vote de la diaspora, l'appui

de la MINUSCA dans le cadre de son mandat ... pour ne citer que ceux-ci.

A la mouvance présidentielle, l'opposition, la société civile et d'autres acteurs, Mankeur Ndiaye adresse, à chaque occasion, des messages de paix et appelle au dialogue et à la concertation. « Le Représentant spécial nous a fait un bref exposé de l'avancée positive de la mise en œuvre de l'Accord de paix et des mécanismes pour aller de l'avant... Il a parlé notamment du retour effectif de la paix, condition sine qua non pour une organisation paisible des élections à venir », a, pour sa part, témoigné, le 8 septembre 2020, l'ancien président de la Transition de la Centrafrique, Michel Djotodia, à l'issue d'une entrevue avec le Chef de la MINUSCA.

Les bons offices concernent également la communauté internationale, « la MINUSCA rappelle qu'elle travaille en étroite collaboration et parfaite synergie avec le G5 sur la question électorale », indique Mankeur Ndiaye qui est à pied d'œuvre pour donner une réponse la plus multidimensionnelle possible aux besoins induits par l'organisation des prochaines élections en République Centrafricaine.

*Par Ghislaine ATTA*

A close-up photograph of Denise Brown, a woman with voluminous curly brown hair, wearing a white button-down shirt. She is speaking into a black Rode microphone. The background is a plain, light-colored wall. The text of the article is overlaid on the bottom portion of the image.

INTERVIEW

## “LA MINUSCA A UN MANDAT POUR SOUTENIR LES ÉLECTIONS”

(Denise Brown, Représentante spéciale adjointe du SG de l'ONU)

*Dans cette interview, le 24 juillet 2020, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, Denise Brown, livre son analyse du processus et précise l'appui de la MINUSCA, à quelques mois des échéances électorales en République centrafricaine.*



**M**adame la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, pouvez-vous nous faire un petit bilan à mi-parcours, précisément l'appui de la MINUSCA au processus électoral en RCA ?

**Denise Brown :** Il s'agit d'un appui de la MINUSCA, mais aussi des Agences des Nations Unies, notamment du PNUD (Ndlr : Programme des Nations Unies pour le développement), de l'ONU Femmes et du HCR (Ndlr : Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés).

Comme vous le savez, la MINUSCA a un mandat pour soutenir les élections, dans le cadre des bons offices effectués par le bureau du Représentant spécial. C'est aussi un soutien de la Force et la Police, qui travaillent étroitement avec les Forces de sécurité intérieure (FSI) et les autorités nationales, pour préparer le plan de sécurisation des élections ; chose qui a été faite. C'est aussi un appui logistique, extrêmement important pour déployer toutes les équipes, notamment les agents de l'ANE (Ndlr : Autorité nationale des élections). Il y en a à peu près 14.000, ainsi que le

déploiement de tous les équipements et matériels électoraux. Il y a aussi la mobilisation des ressources, car le fonds commun géré par le PNUD pour la mise en oeuvre des élections, est de 41 millions de dollars américains pour lesquels à peu près 40% ont été déjà mobilisés. Donc les Nations Unies jouent un rôle de soutien extrêmement important.

**Quelle est votre appréciation des opérations d'enrôlement électoral en cours à Bangui ?**

J'ai moi-même visité huit centres d'inscription dans différents arrondissements de la ville de Bangui. C'est vrai que l'enregistrement a commencé timidement, mais il a tout de même commencé. C'est une étape incontournable. L'ANE a constaté que les gens ne venaient pas en nombre très important les deux premières semaines, surtout les femmes qui représentaient 15%. Il y a eu une intensification de la sensibilisation à travers la radio, des caravanes que l'on voit dans la ville, des communications des chefs de quartiers, etc ; Aujourd'hui, je note que 40% des personnes inscrites à Bangui sont des femmes. Et c'est vraiment un progrès important.

**Quelle stratégie la MINUSCA compte-t-elle mettre en place pour soutenir l'ANE afin que ces opérations soient une réussite dans les provinces ?**

La MINUSCA soutient l'ANE. Et nous faisons partie du Comité stratégique électoral qui est présidé par le Premier ministre où tous les défis sont discutés ouvertement. Et je fais un plaidoyer à tout le monde : parlez-en avec vos voisins, avec vos familles, autour de la table, le soir, sur les lieux de culte, etc. Parler des élections c'est une fois tous les cinq ans. Ce n'est pas quelque chose de quotidien. C'est un événement exceptionnel, une opportunité importante pour les populations centrafricaines d'utiliser leurs voix pour dire ce qu'elles veulent. Donc toute communication et sensibilisation est importante : le porte-à-porte, les caravanes, la télévision, la radio, tout.

**Prenons l'exemple de Bambouti, une ville occupée par les groupes armés où il semble que le processus d'enrôlement serait difficile à effectuer.**

**Que prévoit le plan de sécurisation des élections pour ce type de scénario ?**

Il y a un effort en cours par le Gouvernement et les Garants de l'Accord



de paix, pour des discussions avec les groupes armés sur les élections. Il y a beaucoup de défis. Il y a également une réalité dans le monde cette année, partout où il y a des élections, il faut tenir compte du COVID-19. C'est un défi important auquel le Gouvernement essaie de faire face avec l'appui des Nations Unies. Il y a aussi la saison des pluies. Mais avec le leadership du Gouvernement et la présidente de l'ANE, nous recherchons des solutions.

**Le défi sécuritaire est également énorme au Nord-ouest du pays. Et la Résolution 2499 demande justement à la MINUSCA de sécuriser le pays et d'appuyer le processus électoral. Comment cela serait-il possible dans ce contexte ?**

Nous avons un Commandant de la Force et un chef de la composante Police qui sont très engagés dans le plan de sécurisation des élections. Ce dernier a été réalisé depuis quelques mois, présenté et validé par le Comité stratégique électoral et approuvé par le Président de la République. Il ne faut pas oublier que la MINUSCA possède 12.500 Casques bleus déjà sur le terrain et à peu près 2.000 policiers. Cela sera renforcé avec la

présence des Forces armées centrafricaines (FACA, ndlr) et les Forces de sécurité intérieure (FSI, ndlr). Le recrutement au sein des FSI est en cours, chose qui n'existait pas en 2015. Cette consolidation, coordination et coopération des différentes forces va faire la différence.

**La participation des jeunes et des femmes au processus électoral en RCA, quel commentaire ?**

A travers mes discussions avec les femmes centrafricaines et la jeunesse que je rencontre pendant tous mes voyages, je comprends qu'ils cherchent l'opportunité pour que leurs voix soient entendues. D'où leur intérêt à s'inscrire sur une liste électorale qui pour pouvoir voter, qui pour pouvoir être aussi candidates. Les femmes de ce pays le comprennent désormais, raison pour laquelle elles représentent maintenant près de 40% des personnes qui se sont inscrites à Bangui. Et la jeunesse de ce pays est une très belle jeunesse. C'est une jeunesse qui s'exprime, qui dit qu'elle n'est pas satisfaite, mais qui doit aussi amener sa propre solution. Elle est aussi responsable de l'avenir de ce pays. Ce sont les jeunes les propriétaires du pays, si je peux le dire ainsi.

**Que fait la MINUSCA pour les soutenir concrètement ?**

Concrètement il n'y aurait pas d'inscription si la MINUSCA ne transportait pas les agents et les matériels électoraux, si ONUFEMMES ne parlait pas avec les populations par exemple, et tant d'autres actions menées chaque jour. Toutes ces choses sont concrètes.

**Que doivent retenir les Centrafricains ?**

C'est une opportunité énorme pour le pays d'avoir des élections tous les cinq ans. La dernière fois, c'était un Gouvernement transitionnel. Là vous avez une opportunité importante d'utiliser votre voix, d'assumer votre responsabilité comme citoyen du pays, de dire ce que vous voulez. Je trouve cela vraiment passionnant et motivant. Et j'admire et respecte les Centrafricains que j'ai vus dans les centres d'inscription, qui viennent malgré les pluies, malgré les difficultés, malgré la crise sanitaire, ils viennent. Et pour cela, je dis Chapeau !

*Propos recueillis par Miriam Léocadie Gondhah*

# LES ENJEUX DES PROCHAINES ÉLECTIONS EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

*La République centrafricaine reste un Etat fragile du point de vue politique, sécuritaire, économique, social et institutionnel. Après des décennies de conflit politico-armé, le retour à l'ordre constitutionnel en 2016, fut un pas important pour le pays. Les élections présidentielle, législatives et locales de 2020/2021, offrent à la République et au peuple centrafricain, l'opportunité de franchir une étape décisive dans leur quête collective d'une paix durable et de stabilité politique sans lesquelles, aucune démocratie n'est viable.*

Ces élections sont tout autant nécessaires et essentielles pour un retour définitif à l'ordre constitutionnel et au jeu démocratique qui impliquent le respect de la durée et du nombre de mandats des élus d'une part, ainsi que l'exercice par le peuple souverain de son pouvoir d'appréciation de la performance de ses gouvernants et de son droit d'élire ses représentants d'autre part. C'est là tout le sens de la maturation d'une culture démocratique attendue du processus électoral en RCA qui doit être crédible et pacifique, pour générer un impact sur la consolidation de la paix et accroître des opportunités d'investissement économique et de partage des dividendes de la paix. La Centrafrique doit sortir plus que jamais réconciliée de ce processus électoral et dans l'espoir d'un futur plus reluisant partagé par tous ses fils et filles.

Les prochaines élections interviennent dans un contexte de mise en œuvre de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation, signé le 6 février 2019. Le processus politique pour les élections se superposent ainsi au processus de paix qui en est une charpente fondamentale à préserver par les 15 parties signataires ainsi que les partis politiques et

toutes les composantes de la société centrafricaine. L'enjeu véritable est de concilier les deux processus politique et de paix qui doivent se renforcer mutuellement, pour créer un environnement propice à la tenue d'élections inclusives, libres, régulières, transparentes, crédibles et pacifiques dans le respect des délais constitutionnels.



Dans son paragraphe 10, la résolution 2499 du Conseil de Sécurité des Nations Unies « exhorte les autorités de la République Centrafricaine et toutes les parties prenantes nationales, à préparer les élections présidentielle, législatives et locale de 2020/2021 en veillant à ce qu'elles soient inclusives, libres, régulières, transparentes, crédibles et pacifiques, et se tiennent dans les délais fixés dans le respect de la constitution ». C'est cette même résolution qui investit

la MINUSCA d'un mandat d'« aider les autorités de la République centrafricaine à préparer et à organiser des élections présidentielle, législatives et locales pacifiques en 2020 et 2021 en leur offrant ses bons offices, en leur fournissant un appui en matière de sécurité et un soutien opérationnel, logistique et, le cas échéant, technique, en particulier de manière à faciliter l'accès aux zones reculées, et en coordonnant l'assistance électorale



internationale de Fort de ce mandat, la MINUSCA a pu accompagner toutes les parties prenantes dans l'adoption d'un code électoral consensuel en 2019.

A quelque trois mois des élections, le dialogue est de vigueur au sein des institutions établies à cet effet notamment, l'Assemblée Nationale qui vient d'adopter un réaménagement technique du code électoral. La décision de principe de la Cour Constitutionnelle du 05 juin 2020 rejetant l'introduction du cas de force majeure dans la constitution, rappelant l'impératif du respect des délais constitutionnels et proscrivant toute idée de transition politique, revigore l'Etat de droit et confirme plus que jamais, l'autorité légitime du Juge des élections. La MINUSCA et les partenaires internationaux n'ont cessé d'encourager le dialogue politique pour une gestion consensuelle du processus électoral. Ce dialogue, qui se poursuit en dehors des institutions constitutionnelles y compris dans le Cadre de concertation regroupant tous les acteurs et le Comité stratégique composé des membres du Gouvernement, de l'Autorité Nationale des Elections (ANE), des partis politiques, de la société civile, des institutions constitutionnelles et des partenaires internationaux, reste la voie pacifique de gestion des controverses et divergences de vues. Les Nations Unies comme les partenaires internationaux y fondent un espoir surtout avec l'ouverture exprimée par le Président à son opposition ainsi qu'aux anciens chefs d'Etat, qui ont pu et continuent de dialoguer sur les préoccupations essentielles relevées dans le processus électoral.

Toutefois, il faudra plus pour que le dialogue puisse

renforcer la confiance et anéantir tout climat de méfiance entre les acteurs. L'opérationnalisation de la nouvelle loi sur l'ANE par la nomination et la prise de fonction des 11 nouveaux commissaires ainsi que la capacité de l'ANE à parachever l'enrôlement des électeurs est plus que jamais requis, pour restaurer plus que jamais, la confiance et engager résolument les dernières phases du processus avant le scrutin du 27 décembre 2020. Cette échéance ne sera à portée de main, qu'à condition que l'ANE assume effectivement la plénitude de ses fonctions dans les délais impartis de la loi. Pour ce faire, les capacités de l'ANE doivent être bien réévaluées afin d'y apporter les ajustements requis pour rester dans la limite du calendrier. Tout glissement d'un calendrier ouvrira une porte à la suspicion tout en exposant le processus aux risques ou menaces imprévisibles.

Malgré les difficultés d'ordre institutionnel, sécuritaire et opérationnel ainsi que l'impact et le contexte de COVID-19, l'on peut tout de même se réjouir du lancement des opérations d'enrôlement le 30 juin qui tend pratiquement vers la fin avec Bangui et 14 préfectures ayant clôturé les opérations et 1.768.614 Centrafricains centralisés dans la base de données. Ce chiffre ne prend pas en compte les données des centres d'inscription de la diaspora et des deux préfectures restantes dans l'Ouest du pays. Quoique des données brutes, il s'agit d'un chiffre encourageant sur une population de 5 millions d'habitants au plus. Les Centrafricains peuvent être heureux d'avoir un corps électoral sur la base duquel, ils peuvent aller aux urnes.

Il est vrai que la gestion des prochaines étapes (publication de la liste provisoire, gestion des contentieux, finalisation de la liste, convocation du corps électoral, candidature, campagne électorale et scrutins), reste un défi majeur au regard des contraintes de délais légaux et constitutionnels. Et le processus ayant conduit à l'adoption du projet de loi modificative du code électoral, révèle encore une fois, l'impérieuse nécessité de dialogue structuré entre les différents acteurs du processus électoral, dans la recherche des solutions consensuelles sur la problématique des candidatures, afin d'éviter que les enjeux politiques liés aux candidatures, ne paralysent la gestion technique et opérationnelle des opérations électorales.

Il convient de saluer le fonctionnement harmonieux des institutions dans le cadre de la préparation des élections (Cour constitutionnelle, Cadre de Concertation, Comité stratégique d'appui au processus électoral etc.) ainsi que le dialogue engagé par le Président Touadéra avec les dirigeants de l'opposition, les anciens chefs d'État, les forces vives de la Nation (partis politiques, société civile, syndicats, chefs religieux, organisation des femmes et des jeunes). Ces espaces de dialogue, méritent d'être renforcés autour des opérations électorales.

Au-delà des élections combinées du 27 décembre, il est fondamental que les Centrafricains préparent les élections locales, pour relancer le processus de la décentralisation, suspendue depuis 1988. La tenue des élections locales, répondra aux attentes de la population et de tous les acteurs locaux, en termes de démocratie à la base, la gouvernance locale et le développement local, exprimées à travers le dialogue politique ayant abouti à la signature le 6 février 2019, de l'Accord de paix sous l'égide de

l'Initiative africaine.

Le peuple centrafricain saura faire montre de son génie pour ne pas s'offrir encore le luxe d'une nouvelle transition politique aux lendemains incertains. Il doit saisir cette opportunité pour consolider la démocratie et la stabilité politique et institutionnelle de la RCA. C'est pourquoi le 27 décembre 2020 (1er tour des élections) et le 30 mars 2021 (investiture du nouveau Président élu), constituent désormais deux rendez-vous attachés au destin de la République centrafricaine, qu'il faut absolument respecter.

La communauté internationale s'est mobilisée et apporte des soutiens multiformes en vue de l'organisation et la tenue d'élections pacifiques, crédibles, transparentes et inclusives. Les résultats qualitatifs par l'ANE dans la réalisation de la cartographie électorale, la mise en place des démembrements et l'enrôlement des électeurs, ont bénéficié de l'accompagnement politique, technique, opérationnel, sécuritaire et logistique des partenaires internationaux. Il s'agit principalement des Nations Unies (MINUSCA et PNUD), l'Union Européenne, l'Union Africaine, la CEEAC, la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, les Etats Unis et le Japon. Malgré cette mobilisation, le financement complet tout au moins des élections présidentielle et législatives, révèle un Gap financier de près de 5 768 367 dollars USA. La bienveillance des pays et organisations amis de la RCA est encore sollicitée pour assurer l'effectivité des prochaines élections qui sont déterminantes pour la consolidation de la paix et la stabilité politique et institutionnelle de la République Centrafricaine. ■

*Par Arsène T. Gbaguidi*

## LES ÉLECTIONS AU MENU D'UNE MISSION DE HAUT NIVEAU ONU-UA-CEEAC A BANGUI

Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies pour les opérations de maintien de la Paix, Jean-Pierre Lacroix, le Commissaire Paix et Sécurité de l'Union Africaine (UA), l'Ambassadeur Smail Chergui et le Président de la Commission de Communauté Economique de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Ambassadeur Gilberto da Piedade Veríssimo, ont séjourné du 27 au 30 octobre 2020 à Bangui pour une visite de quatre jours, dominée entre autres par le processus électoral en cours.

Après des membres du gouvernement, des membres de l'Autorité nationale des Elections (ANE), des partis de l'opposition et majorité présidentielle ou encore des élus du peuple et la société civile, la délégation de haut niveau a recueilli leurs appréciations du climat sociopolitique et sécuritaire, à la veille des échéances électorales.

L'ONU, l'UA et la CEEAC ont, quant à elles, souligné l'importance d'une participation active de toute la société centrafricaine au processus électoral sur toute l'étendue du territoire national et dans la diaspora. Elles ont encouragé particulièrement une participation déterminante des femmes, y compris en tant que candidates aux élections, ainsi que leur représentativité active au-delà du quota minimum de 35% exigé par la loi.

## PARTIE NATIONALE

**« NOUS TRAVAILLONS AFIN QUE NOS DÉLAIS TECHNIQUES SOIENT CONTENUS DANS LES DELAIS CONSTITUTIONNELS », DIT LA PRÉSIDENTE DE L'ANE**



*Sa qualité de présidente de la première instance en matière d'élections en République centrafricaine l'amène à rencontrer régulièrement les partenaires techniques et financiers du processus électoral. A l'issue d'une rencontre, le 8 septembre 2020, avec le Représentant spécial du Secrétaire général de Nations Unies en RCA, Mankeur Ndiaye, la présidente de l'Autorité nationale des Elections (ANE), Marie-Madeleine Hoornaert, s'est exprimée, entre autres, sur l'état d'avancement du processus électoral, les défis relatifs aux délais ou encore au vote de la diaspora.*

« Les échanges ont essentiellement porté sur le processus électoral. Nous sommes en train de terminer les opérations de recensement qui marchent bien, par ailleurs », a indiqué Marie-Madeleine Hoornaert, évoquant par la même occasion des problèmes d'insécurité dans la zone nord-ouest qui empêchent ce recensement de se faire dans cette zone. « La MINUSCA s'est engagée à ramener la sécurité pour que le recensement puisse se faire. Donc nous sommes venus échanger avec le Représentant spécial sur ce sujet », a-t-elle dit.

Sur la question de la tenue des délais, la présidente de l'ANE a rappelé qu'« il y a des délais constitutionnels qui ne peuvent pas être modifiés, et il y a aussi des délais techniques. Nous travaillons afin que nos délais techniques soient contenus dans les délais constitutionnels. Il y a des dates immuables et nous travaillons pour que les élections se tiennent le 27 décembre

2020. »

L'enregistrement de la diaspora avait, quant à lui, pris un retard considérable du fait de la crise sanitaire mondiale. « Il y a eu le COVID-19 et nous ne pouvions nous rendre ni dans les pays limitrophes, ni plus loin. Nous félicitons le Ministère des Affaires étrangères qui a fait un plaidoyer auprès des pays concernés, car le code électoral dit que les pays ou la RCA a un consulat ou une ambassade doivent voter pour élire le président de la République », s'est réjoui Marie-Madeleine Hoornaert. A ce jour, deux missions sont parties. Nous voyons dans les jours à venir comment envoyer les autres missions afin de couvrir les Centrafricains de l'étranger. »

Par Ghislaine ATTA

## LE PROCESSUS ÉLECTORAL AVANCE BIEN DANS LES 66 CENTRE D'ENROLEMENT DE LA HAUTE KOTTO

*Le processus électoral dans la Haute Kotto avance bien selon l'Autorité sous-préfectorale des élections (ASPE), de Bria. Seize centres d'enrôlement qui avaient été omis par les cartographes, ont finalement été pris en compte et validés par l'Autorité Nationale des Elections (ANE). Dans cet entretien en date du 10 juillet 2020, le président de l'ASPE, André Lemercier, revient sur l'évolution globale du processus ainsi que les contraintes et les défis.*

**V**ous releviez récemment l'omission de plusieurs centres d'enrôlement des électeurs dans la sous-préfecture de Bria. Quel était le problème ?

Lorsque la liste des centres d'enregistrement nous a été envoyée, nous avons constaté que certains centres étaient omis. Cela était dû au fait que les agents cartographes arrivés dans la zone n'y sont pas allés, les centres en question n'ont pas été visités pour être validés. Il s'agit de 14 centres à Samba-Bongou et deux autres à Abaguidou. Soit un total de 16 centres.

Ou en êtes-vous dans le règlement de cette situation ?

Quand nous avons constaté ce manquement, nous avons immédiatement réagi par une correspondance que nous avons adressée à Mme la Présidente de l'ANE, demandant de valider ces centres, car ce sont plusieurs électeurs qui risquaient de ne pas participer au scrutin. Après réception de la requête, l'ANE a constaté ces cas d'omission et un travail a été fait. Aujourd'hui je suis heureux de dire que ces centres ont bien été validés par l'ANE. Tout est bien qui finit bien.

**En définitive, combien de centres d'enrôlement compte-t-on dans la Haut-Kotto d'électeurs en vue ?**

Dans la sous-préfecture de Bria, il y a deux circonscriptions électorales. Nous avons au total 66 centres validés et codifiés par l'ANE pour 46.190 électeurs. C'est un chiffre provisoire,

car nous raisonnons sur la base des données de 2015.

**A ce stade du processus électoral, quelles sont les contraintes et également les défis ?**

Par ordre d'importance, la première est la difficulté d'accès à certains centres très éloignés des voies principales, surtout en saison des pluies. Heureusement, la MINUSCA nous aide à acheminer le matériel depuis Bangui jusqu'à Bria, puis de Bria aux zones où l'on peut atterrir. Il faut à présent trouver des moyens pour rallier les zones excentrées. Nous comptons beaucoup sur cet appui de la Mission, mais aussi et surtout sur le Programme d'appui aux élections (PAPEC) conduit par le PNUD. Car il nous faut pouvoir louer des motos pour faire parvenir agents et matériels dans les zones les plus difficiles d'accès.

**D'autres attentes à exprimer ?**

Ces élections nous les voulons inclusives. Cela veut dire que tout le monde doit être impliqué, populations et groupes armés. Nous attendons des dernières cités, qu'ils respectent les engagements qu'ils ont pris, en n'empêchant pas les électeurs d'aller s'inscrire, et également en n'empêchant pas les agents électoraux de faire leur travail.

Par Francois Gombahignonri

# CENTRE DE TRAITEMENT DES DONNÉES

## LA MINUSCA SALUE LE TRAVAIL ACCOMPLI

*En vue de s'imprégner du travail de l'Agence Nationale des Elections (ANE) en matière de gestion d'informations relatives au fichier électoral, une délégation conduite par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, s'est rendue, mardi 13 octobre 2020, au centre de traitement des données (CTD) électorales.*



« Dans quelques jours, nous présenterons, devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, un rapport sur la situation politique et sécuritaire en République Centrafricaine, et l'accent sera mis sur les élections. Cette visite vient donc à point nommé, quelques jours avant la présentation dudit rapport, pour nous rendre compte du travail extraordinaire abattu par l'ANE malgré les difficultés, les suspensions et les lenteurs du départ », a déclaré le chef de la MINUSCA qui était accompagné de la Représentante spéciale adjointe, Denise Brown et du Commandant de la Force de la Mission, le Général Daniel Sidiki Traoré.

Une visite guidée des différentes entités du CTD a permis au commissaire de l'ANE en charge des opérations électorales, Richard Guéret-Gbagba, de présenter le processus global depuis la collecte des données jusqu'à la constitution du fichier final. « Nos équipes travaillent 24 heures sur 24, par rotation de 8 heures chacune. Ce qui nous a permis, à la date d'aujourd'hui, de respecter les délais indiqués par le chrono-

gramme réaménagé », a-t-il expliqué.

Il a aussi souligné par la même occasion la transparence du CTD quant à l'accès à l'information relative aux techniques de traitement des données : « Depuis 48 heures nous sommes dans une dynamique de réception des visites ; pas plus tard qu'hier, nous avons reçu les membres du cadre de concertation. Aujourd'hui c'est le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU. Cela veut dire que nous voulons que toutes les parties prenantes ainsi que nos partenaires techniques et financiers puissent venir voir de leurs propres yeux ce que nous sommes en train de faire ».

Dans le cadre de son mandat d'appui, la MINUSCA a contribué à la réception et à l'acheminement de plus de 120 tonnes de matériel, la mobilisation de plus de 50 vols spéciaux, le transport de plus de 600 personnels de l'ANE. La Mission a également contribué aux côtés des Forces de sécurité intérieure (FSI) et des Forces armées centrafricaines (FACA), la sécurité des agents-tablettes sur le terrain.

## KAGA-BANDORO

# L'AUTORITÉ SOUS-PRÉFECTORALE DES ÉLECTIONS (ASPE) A DÉSORMAIS SON SIÈGE

*L'organe local des élections est désormais pourvu de siège. C'est un ancien bâtiment de la préfecture qui avait été vandalisé puis abandonné qui a été réhabilité sur un fond programmatique du Bureau de la MINUSCA de Kaga-Bandoro (ville marchande située à environ 300 km au nord de Bangui). La remise des clefs de l'infrastructure a eu lieu, le 7 août 2020, en présence du Préfet de la nana Gribizi ainsi que des membres de l'ASPE de la localité.*



C'est un ancien bâtiment de trois pièces qui a refait peau neuve. La réhabilitation de cet édifice est une réponse pour pallier les difficultés rencontrées par l'organe local des élections en 2015. Un sentiment de satisfaction pour Abdoulaye Mahamat, Préfet de la Nana-Gribizi. Ce dernier a salué la promptitude de la Mission onusienne à répondre à sa sollicitation. « Cet édifice est le résultat d'une collaboration sincère entre les autorités locales et la MINUSCA. On pouvait attendre que l'organe central des élections à Bangui s'en occupe

mais le besoin était urgent », a-t-il soutenu. Le Préfet de rassurer sur la sécurité du bâtiment, car dit-il la proximité du siège de l'ASPE et les locaux de la Préfecture permettra de sécuriser les lieux du fait de la présence, sur place, du détachement des Forces armées centrafricaines (FACA).

Renner Onana, Chef de Bureau de la MINUSCA de Kaga-Bandoro rassure les autorités locales de la disponibilité à poursuivre son soutien. Pour lui, doter la structure locale des élections d'un bâtiment, faisait partie des priorités de la Mission. «

SÉCURISATION DU PROCESSUS  
ÉLECTORALÉCHANGES SUR LE PLAN DE  
SÉCURISATION DES  
PROCHAINES ÉLECTIONS EN  
RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE

*Un séminaire sur la stratégie de sécurisation des prochaines élections en République Centrafricaine s'est tenu, le 5 juin 2020 à Bangui, au cours duquel des officiers de Police et de Gendarmerie centrafricaines en tant, qu'acteurs de premier plan, ont détaillé les stratégies globales, dans la sécurisation de ces élections, y compris des stratégies d'atténuation des facteurs de risques en cette période cruciale pour la démocratie.*

**L**'étroite collaboration entre les Forces de sécurité intérieure (FSI), la Police de la MINUSCA et les partenaires techniques et financiers, a également été au menu du séminaire qui a enregistré la participation des Directeurs généraux de la Police et de la Gendarmerie, de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général de l'ONU, Denise Brown, et du Chef de la Composante Police de la MINUSCA, le Général de Division Pascal Champion.

Ce séminaire s'est tenu en un format inédit au cours duquel des officiers de police et de Gendarmerie centrafricaines ont détaillé les stratégies globales en tant qu'acteurs de premier plan dans la sécurisation de ces élections. Ils ont également apporté des réponses d'atténuation des risques de violences qui pourraient affecter cet important rendez-vous de la démocratie, avec un budget réduit dans un contexte contraignant, notamment le COVID-19 et en intégrant les aléas politiques et sécuritaires ;

L'appui et la coordination mutuels entre les FSI et la Police de la MINUSCA ainsi que des autres partenaires techniques et financiers, ont également été présentés au cours de ce rendez-vous.

*Par Léo Franck GNAPIE*

L'ASPE n'avait pas où siéger, et ses membres travaillaient à l'air libre » a-t-il rappelé. En plus d'avoir refait peau neuve, le bâtiment est équipé de mobiliers bureautiques et sera bientôt pourvu d'électricité par la MINUSCA.

Une autre infrastructure qui a été récemment remise aux populations et aux autorités locales est le Centre culturel de Kaga-Bandoro. Il s'agit d'un bâtiment flambant neuf entièrement construit et équipé par la Section DDR dans le cadre de la mise en œuvre de son projet de CVR3. Une trentaine de jeunes à risques et bénéficiaires du CVR3 formés dans différents métiers tels que la maçonnerie, la charpenterie, l'électricité, etc. ont pris part à la construction du bâtiment, qui est aujourd'hui opérationnel grâce au matériel offert par la MINUSCA. Un comité de gestion comprenant des acteurs culturels, des associations des jeunes et des femmes, ainsi des représentants des autorités locales, a été mis en place pour assurer la gestion quotidienne du centre, qui doit être un creuset de rencontres pour des activités culturelles visant à promouvoir la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Les acteurs culturels sont plus que ravis d'avoir ce lieu de rencontre et de travail.

« C'est à nous maintenant de faire tourner ce centre 24h/24. Nous n'avions pas un lieu de production, ce centre vient combler ce vide et nous allons désormais produire tous nos concerts ici », a déclaré Dieudonné MANDJAKETE du groupe Kaga-Musika. Quant au producteur de théâtre, Bruno YOLOMINDE, il renchérit : « je suis très fier de ce bâtiment car le public pourra suivre nos créations théâtrales désormais avec confort. Je suis très content. Je dis merci à la MINUSCA ».

Enfin, la toute dernière infrastructure que vient d'être remise est le centre de triage des malades de Covid-19 au sein de l'hôpital préfectoral de Kaga-Bandoro. Pour les équipements, le bureau a mis à la disposition du District de sante trois thermomètres infrarouges et deux moto tricycles, ainsi que deux autres tricycles aux autorités locales dont une pour la sous-préfecture et une autre pour la Gendarmerie. Par ailleurs, les travaux de construction du centre d'isolement/mise en quarantaine des malades est en cours de finalisation à l'Hôpital préfectoral de Kaga-Bandoro. Il sera remis aux autorités locales sous peu. ■

*Par Par Assuim Simplicie Gaba / Abdourahmane Diallo*

FSI

# ANTICIPER LES DÉFIS DE SÉCURISATION DES CENTRES ET BUREAUX DE VOTE

*La police et la gendarmerie centrafricaines se préparent à faire face aux nombreux défis auxquels elles pourraient être confrontées durant le processus électoral. La Composante Police de la MINUSCA et le PNUD ont organisé, du 19 au 21 octobre 2020, à cet effet, un ensemble d'activités en vue de les préparer à relever ces défis.*



« Dans tous les pays, des élections mal organisées et mal sécurisées entraînent toujours du désordre. C'est dans ce contexte que le PNUD et la MINUSCA ont organisé cette formation pour outiller les policiers et gendarmes dans le cadre de la sécurisation des élections à venir aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays », a indiqué le directeur de la Sécurité et de l'ordre public (DSOP), le Commissaire Divisionnaire Elie Beboye Mbailao.

C'était lors de la session pratique sur

la sécurisation des centres et bureaux de vote, organisée le 20 octobre 2020 à l'école de police à Bangui, à l'intention de 100 éléments des Forces de sécurité intérieure (FSI) dont 30 femmes. Ces derniers ont été instruits sur le fonctionnement et l'organisation d'un bureau de vote, le rôle des FSI, les risques et leur évaluation en période électorale, entre autres.

Selon les explications du chef de l'unité Formation de la composante Police de la MINUSCA, Alioune Badara Sow, l'exercice du jour consiste en la mise en place de disposi-

tifs sécuritaires et la simulation de quelques incidents dans un centre ou bureau de vote : une femme vulnérable en état de grossesse, un votant arborant l'effigie de son candidat, la découverte d'un engin explosif, le saccage du bureau de vote, la tentative de vol d'urnes ou encore un FSI venant voter en possession de son arme.

« Cette formation vient à point nommé, car dans peu de temps nous irons aux élections et nous devons les outiller et faire de sorte qu'ils soient capables, partout où ils seront déployés, de sécuriser le scrutin », s'est également réjoui le commissaire Mbailao.

Il est à noter que les différentes sessions de formations seront assurées dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui au renouvellement des FSI et du projet d'appui au processus électoral en Centrafrique (PAPEC).

Outre la sécurisation du vote (bureau de vote et escortes) en période électorale, le renforcement des capacités des policiers et gendarmes centrafricains s'étend à plusieurs autres domaines, notamment le renseignement, le maintien de l'ordre, la police de proximité et la protection des civils, la police judiciaire, la protection des hautes personnalités ainsi que la coordination et la supervision.■

Par Ghislaine Atta

# SÉCURISATION DES ÉLECTIONS

## LES ÉQUIPES PARÉES À TOUTE ÉVENTUALITÉ

*Dans le but de protéger les populations civiles et contribuer à l'intégrité du processus électoral, un plan Intégré de sécurisation des élections a été mis en place par la MINUSCA et les Forces centrafricaines de défense et de sécurité (Police, Gendarmerie et Forces armées). En prélude aux échéances, les équipes mobilisées ont participé, le samedi 07 novembre 2020, à des simulations mettant en scène différents scénarii d'atteinte à la sécurité des populations et des institutions.*



Comment assurer la sécurité des populations, comment contribuer au maintien de l'ordre public ? Cet exercice que vous avez fait, montre que vous êtes déjà dans cette dynamique et que vous serez prêts à relever tous les défis en matière de sécurité dans le respect des libertés », a indiqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, à la fin d'un exercice au camp indonésien de la Mission à Bangui. Il avait à ses côtés le Commandant de la Force de la MINUSCA, le Général Daniel Sidiki Traoré, le chef adjoint de la Composante Police de la Mission, le Commissaire divisionnaire Habi Garba, des responsables des Forces de sécurité intérieure (FSI) et des Forces armées centrafricaines (FACA), ainsi que des partenaires.

Les exercices de simulation se sont déroulés au PK15, sur la route nationale ainsi que sur 14 sites à travers la capitale centrafricaine. Insurrection de la population ou encore une menace des groupes armés en provenance de différentes villes

du pays, sont autant de situations mises en scène et qui ont permis de constater le niveau de maîtrise de la phase préparatoire du plan intégré de sécurisation des élections. A cela s'ajoutent des situations telles que le ravitaillement des troupes, les évacuations sanitaires, les évacuations de personnes en danger, la dispersion de foules excitées et violentes, la sécurisation des points névralgiques.

Pour le Commissaire Divisionnaire Habi Garba, « cet exercice conjoint permet aux Forces en présence, de jouer efficacement chacune son rôle, dans un cadre intégré de bonne coordination. Il vise surtout à familiariser les Forces de Défense et de Sécurité de la République centrafricaine (RCA) audit plan avec l'appui constant de la MINUSCA ».

Le Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, précise cependant que « nous ne sommes pas là pour réprimer des manifestants. Nous ne sommes pas là pour brimer des manifestants. Nous sommes pour l'exercice de toutes les libertés mais dans le respect de la Loi. Cet exercice s'inscrit dans cette dynamique », avant de féliciter l'esprit d'intégration

entre les Forces de défense et de sécurité de la RCA et la MINUSCA en ses composantes Police (UNPol) et Force. « Nous serons toujours avec vous pour vous soutenir et vous protéger », a-t-il promis à la fin des démonstrations, avant de rappeler que cet exercice se situe dans la dynamique du mandat confié à la Mission par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, lequel mandat revêt un volet à la fois opérationnel, matériel, technique, financier, logistique et sécuritaire.

Ces simulations vont permettre d'améliorer le dispositif, a souligné le Major Ait El Kaid Abdellatif de l'État-major conjoint de Bangui (JTFC), notamment, les moyens de communication avec les talkies-walkies. Et de se réjouir du fait que « La barrière de la langue a également pu être contournée grâce à l'insertion dans chaque unité d'un interprète ».

*Par Ghislaine Atta*

## APPUI LOGISTIQUE ET TECHNIQUE

# AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE ET DU CONSEIL NATIONAL DE MÉDIATION

*La Cour constitutionnelle reçoit deux nouveaux bâtiments pour renforcer les capacités opérationnelles et améliorer le cadre de travail du personnel. Remis par la MINUSCA, le jeudi 15 octobre 2020, dans le cadre des élections présidentielle et législatives 2020-2021, ces bâtiments abritent des bureaux pour les Assistants spéciaux des membres de la Cour constitutionnelle et une salle de conférence pour le Conseil national de la médiation.*



« Ces ouvrages ont été réalisés sur le volet des projets à impact rapide (communément appelés QIPs) dont l'objectif est d'encourager et de soutenir l'expertise locale en contribuant au relèvement économique du pays. La MINUSCA entend continuer à soutenir les efforts du Gouvernement vers le redres-

sement de l'entrepreneuriat local », a indiqué le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mankeur Ndiaye, lors de la coupure du ruban.

Un geste salué par les responsables des deux institutions qui, par la voix de la présidente du conseil constitutionnel, Danielle Darlan, ont exprimé

leur reconnaissance pour le soutien constant de la Mission des Nations Unies, qui permettra aux assistants spéciaux des juges de la Cour, ainsi qu'aux personnels de la médiateur centrafricaine d'assurer leurs missions dans des conditions de travail propices à l'atteinte de résultats fiables.

« Les juges constitutionnels, particulièrement pendant le processus électoral, vont avoir un surcroît de travail. Nous allons passer des nuits ici. (...) Outre la salle de délibération des juges, il nous en fallait une autre qui puisse accueillir les 10 assistants qui vont appuyer les juges du mois de novembre 2020 à

celui d'avril 2021, c'est-à-dire pendant tout le scrutin. Ces assistants seront très utiles aux juges, car ils vont leur permettre d'aller plus vite et bien dans leur travail », a pour sa part indiqué la présidente du conseil constitutionnel, Danielle Darlan.

Réalisé par l'ONG Les Amis de Bria sur une durée de trois mois, le projet a consisté, à construire et équiper les bureaux et la salle de conférence de mobilier et d'un système électrique et de climatisation. ■

*Par Ghislaine Atta*

## BANGASSOU

# FORMATION DES MEMBRES DE L'ANE ET DES AGENTS RECENSEURS

**A** Bangassou, une série de formations a été organisée au lycée Saint Pierre Clavaire, au profit de tous les membres du démembrement de la préfecture du Mbomou et 93 agents recenseurs, dont 62 de Bangassou et 31 de la sous-préfecture de Rafai. Conduite par la délégation de l'Autorité nationale des élections venue de Bangui pour la circonstance, avec le soutien de la division de l'assistance électorale de la MINUSCA, cette série de formations, débutée le 23 juin 2020, avait pour objectif de bien préparer les agents électoraux à satisfaire aux exigences des opérations de recensement des électeurs, en vue des prochaines échéances.

« Nous avons prévu plusieurs modules en vue de bien les outiller ; il s'agit de modules prenant en compte le genre et les élections, le cadre juridique, la logistique électorale, mais aussi le rôle des antennes de l'ANE » a renchéri Boris Darman, chef de la délégation.

La MINUSCA, conformément à son Mandat d'appui au processus électoral, a assuré la logistique afin que la formation des membres du démembrement et des agents recenseurs se déroule dans les meilleures conditions possibles.

« Au-delà de l'aspect logistique, nous les avons aussi appuyés avec des masques, des kits de lavage de mains et du savon dans le cadre de la lutte contre la pandémie du COVID-19. Nous leur avons aussi offert des radios FM auto rechargeables pour leur permettre de suivre les informations et toute l'actualité sur le développement du processus électoral », a fait savoir Constant Robert Belizaire, chargé des opérations logistiques à la section chargée de l'appui aux élections du bureau régional de la MINUSCA à Bangassou.

*Par Amuri Aleka*



## FEMMES ET ÉLECTIONS

# ENCOURAGER LES FEMMES À PRENDRE UNE PART ACTIVE AU PROCESSUS ÉLECTORAL

« Cela est extrêmement rassurant et motivant de voir que les Centrafricains viennent en grand nombre, car ils veulent pouvoir exercer leur droit de vote [...] Il faut une mobilisation et une sensibilisation au niveau des femmes. Que leurs noms apparaissent sur les listes, afin qu'elles puissent voter et, pour celles qui le désirent, se porter candidates », a indiqué la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies et Coordonnatrice humanitaire, Denise Brown, lors de sa visite des centres d'enregistrement dans les huit (8) arrondissements de la ville de Bangui, le 11 juillet 2020.

L'engagement des femmes dans le processus électoral « est très important pour le développement du pays, la représentation féminine, le bien-être des femmes et des filles, pour demain », a aussi rappelé la Représentante spéciale adjointe, se félicitant de ce que « les effectifs sont en train d'augmenter », alors que l'opération avait débuté timidement, il y a 10 jours.

Le président d'un centre d'enregistrement indique que beaucoup reste encore à faire d'un point de vue global. Avec environ 80 électeurs enregistrés journalièrement à son poste, il pense qu'il faut faire quelque chose : appeler les acteurs de la vie sociopolitique et les forces vives de la nation à encourager les populations à s'inscrire sur la liste électorale.

Rappelons qu'en plus de sa contribution technique et logistique, la MINUSCA apporte un appui sécuritaire au processus, notamment la sécurisation des centres d'enregistrement. Les forces de sécurité intérieure ont mis en place un "plan

intégré" inclusif et évolutif pour la sécurisation du processus électoral, dans le cadre duquel les composantes militaire et Police de la MINUSCA apportent leur appui.

*Par Ghislaine Atta*



## LES LEADERS DE BIMBO5 SENSIBILISÉS SUR L'IMPORTANCE DES CANDIDATURES FÉMININES AUX ÉLECTIONS

Quarante (40) leaders communautaires et autorités locales de la Commune de Bimbo, plus précisément ceux de Bimbo 5 étaient réunis, le vendredi 16 Octobre 2020, pour un atelier de sensibilisation sur l'importance de soutenir les candidatures féminines mais aussi prévenir les violences faites aux femmes en période électorale.

La session qui s'est voulu ludique a permis aux participants de s'imprégner du rôle de la femme politique dans la politique et les défis qu'elle doit relever, comment permettre à la RCA de se mettre en conformité avec la Loi No 16.004 instituant la parité entre les hommes et les femmes, la prévention des violences basées sur le genre en période électorale, entre autres.

Selon ladite loi, le principe de parité vise l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, des candidatures doivent être présentées en nombre égal des candidats hommes et femmes.

Plusieurs recommandations ont été faites par les participants à l'issue de la séance, notamment l'appui aux femmes candidates qui manqueraient de moyens financiers pour se présenter, l'engagement sincère des autorités locales à jouer leur rôle afin d'appuyer les femmes lors des suffrages à venir.

*Par Louis Deubalbet Wewaye*

## ÉLECTIONS ET COVID-19

## LE SAVIEZ-VOUS ?

La quasi-totalité des centres d'enrôlement sont munis de dispositifs barrières afin d'éviter la propagation du COVID-19. Ainsi, dans la plupart des sites, des points de lavage de mains sont disponibles, le port du masque est exigé et la distanciation physique pratiquée. (Image)

## COMITE DE REDACTION

Directeur de la publication

**Charles Antoine Bambara**

Editorialistes

**Uwolowulakana Ikavi &  
Charles Antoine Bambara**

Rédacteur en chef

**Abou Mouhilou Seidou**

Rédacteurs

**Ghislaine Atta**

**Deubalbet Wewaye**

**Maria Kabatanya**

Photographes

**Hervé Serefio**

**Leonel Grothe Tossela**

Infographiste

**Francis Yabendji Yoga**

Collaboration

**Vikou Bessan**

**Dany Balepe**

**Igor Rugwiza**

Remerciements

**Division des affaires  
politiques**

**Division des affaires civiles**

**Section DDR**

**Police MINUSCA**

**Force MINUSCA**

**Bureaux de terrain**

**La Radio  
Guira 93.3 FM,**  
le creuset d'une information politique,  
économique, culturelle, sociale, sportive rigoureuse,  
non partisane et crédible au service du renforcement  
de la paix et de la cohésion sociale.

**Les ondes de la paix**

 

**Guira FM diffuse quotidiennement des informations  
et des émissions sur divers sujets d'actualité  
en Français et en Sango.**

